

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 29/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM**

1 RUE JOSEPH GRAFF  
67810 Holtzheim

Références : 0056700320/EL/AG  
Code AIOT : 0056700320

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM, implanté 1 RUE JOSEPH GRAFF 67810 Holtzheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM
- 1 RUE JOSEPH GRAFF 67810 Holtzheim
- Code AIOT : 0056700320
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SOCOPA Viandes est un abattoir de porcs. 900 porcs peuvent y être abattus chaque jour de la semaine.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle, puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
5	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.2.b	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Prélèvement d'eau	AP de Mise en Demeure du 30/06/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Arrêt immédiat de la dispersion d'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I: 3.7.II.1.g	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Transmission des résultats à l'inspection	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : Point 3.7.I.3.e	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.1	Sans objet
2	Analyse	Arrêté Ministériel	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Méthodique des Risques	du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.1.a	
3	Suivi de la concentration en legionella pneumophila	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.a et b	Sans objet
4	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.3 et 3.7.I.1.b	Sans objet
6	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.2.c	Sans objet
9	Eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

SOCOPA Viandes exploite un circuit de refroidissement, composé d'une tour de puissance 2 366 kW, soumis à la rubrique 2921 sous le régime de la déclaration avec contrôle. Ce circuit fonctionne en permanence et est indispensable pour le refroidissement des installations et pour les chambres froides.

L'exploitant assure correctement le suivi de l'installation et dispose des documents nécessaires à la gestion du risque.

Des non-conformités ont été relevées. Elles font l'objet de demande de justificatifs à l'exploitant.

- Il a été relevé l'utilisation de biocide non oxydant en traitement préventif, dont l'utilisation doit se limiter aux situations où l'exploitant montre la présence d'une prolifération de bactéries.
- Afin de respecter les normes relatives à l'abattage des porcs, l'exploitant n'est pas en mesure d'arrêter, dans un délai de 4 h, le circuit de refroidissement en cas de détection d'une concentration supérieure à 100 000 UFC/L en legionella pneumophila.
- Enfin, l'inspection constate des retards de saisies des résultats de surveillance de la concentration en legionella pneumophila sur l'outil de déclaration GIDAF. Cette saisie est essentielle pour que l'Agence Régionale de Santé puisse mener les enquêtes environnementales au mieux lorsqu'un malade est déclaré.

L'inspection a fait le point sur les prélèvements d'eau globale du site, dans le cadre de la mise en demeure du 30 juin 2021. Il s'avère qu'au jour du contrôle, la mise en demeure ne peut être levée car l'exploitant ne respecte pas, pour l'année 2023, le volume prévu dans son arrêté préfectoral. Néanmoins, l'exploitant a réduit ses consommations entre 2019 et 2023. Des actions de réutilisation des eaux au niveau des différents ateliers devraient permettre, en 2024, d'atteindre la valeur réglementaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation, des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.  L'exploitant s'assure que cette (ces) personne(s) référente(s)[...], sont formées en vue d'appréhender, selon leur fonction, le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.  Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li><li>- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li><li>- les dispositions du présent arrêté.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Le responsable qualité du site assure le suivi hiérarchique de l'exploitation du circuit de refroidissement et s'appuie sur les connaissances techniques de deux personnes du service maintenance (dont le responsable maintenance, présent lors de la réunion) qui sont formées et en charge de l'exploitation du circuit de refroidissement. En effet, l'exploitant a fourni les attestations de la dernière formation suivie par ces deux référents le 27 juillet 2023. Cette formation portait sur les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles dans les TAR, le rôle et l'impact du biofilm, l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2921, la connaissance des actions préventives, curatives et correctives de maîtrise du risque, notamment les biocides oxydants et non oxydants. Ainsi que des informations sur la protection individuelle et la détection de la maladie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 2 : Analyse Méthodique des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.1.a
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]  L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li><li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li><li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li><li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires, dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.</li></ul> [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.  La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté l'AMR du circuit de refroidissement. L'AMR identifie 5 situations à risque, dont des actions sont décrites pour encadrer le risque de prolifération de légionelle. Le plan du circuit est annexé au document. Les conditions de fonctionnement, points critiques et situations à risque sont décrits. Il a été mis en évidence une « légère corrosion des parois pouvant favoriser un biofilm et une contamination du réseau ». L'exploitant a fait réparer la surface du bassin en juin 2023. Les deux dernières révisions de l'AMR ont eu lieu respectivement le 23 août 2021 et le 28 août 2023. L'exploitant révisé donc son AMR tous les 2 ans a minima, conformément à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 3 : Suivi de la concentration en legionella pneumophila

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.3.a et b
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b> La fréquence des prélèvements et analyses des legionella pneumophila est au minimum bimestrielle, pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...] Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.  Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement, où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement, hors de toute influence directe de l'eau d'appoint.

<p>Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche, techniquement possible, de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont, qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b>  L'outil GIDAF montre que sur l'ensemble de l'année 2023, l'exploitant fait réaliser, chaque mois, un prélèvement d'eau du circuit de refroidissement dans le but d'analyser la concentration en legionella pneumophila.  Le prélèvement est réalisé par un organisme extérieur sur le piquage présent sur la bêche d'eau du circuit. Ce piquage se situe à l'opposé de l'arrivée d'eau d'appoint, c'est-à-dire hors de son influence.  Le point de prélèvement est identifié par un marquage.  Ceci est conforme à la prescription.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>
---

#### N° 4 : Plan de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.3 et 3.7.I.1.b
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents, qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en legionella pneumophila dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.  Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.  L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p><b>Constats :</b>  Le manuel d'exploitation dans lequel se trouve le plan de surveillance a été mis à jour le 08 février 2024.  Ce manuel définit des indicateurs physico-chimiques (pH, conductivité, taux de chlore et température d'eau) à surveiller et des plages de valeurs, associés. Il est précisé des actions ou vérifications à effectuer pour détecter un dysfonctionnement.  La surveillance est connectée au prestataire qui a accès aux paramètres suivis en direct. L'exploitant renseigne quotidiennement (hors week-end) le suivi des paramètres. Les mesures sont reportées, manuellement, sur des registres papier présentés à l'inspection, avant saisie sur tableur. En cas de dépassement des valeurs seuil fixées, l'exploitant contacte le prestataire.</p> <p>Chacune des situations de dépassement de la concentration en legionella pneumophila fait l'objet d'une procédure dans le manuel d'exploitation.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

#### N° 5 : Stratégie de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.2.b
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquelles ils sont rejetés.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.

Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau.

[...]

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la stratégie de traitement qu'il met en œuvre depuis 2017. Le document de stratégie de traitement présenté a été mis à jour le 08 février 2024.

Ce document précise les produits, dosages et modalités d'injection de produits dans le circuit de refroidissement, en fonction des caractéristiques physico-chimique de l'eau.

Les produits utilisés sont injectés par pompe doseuse.

- Un anti-tartre et anti-corrosion "continuum AT 4502" fonctionnant à pH alcalin et asservi au compteur d'eau d'appoint.

- Un biocide oxydant le Spectrus OX 909 asservi à une mesure Redox en ligne.

- Un biocide non oxydant le Spectrus NX 1164 est injecté automatiquement via un timer qui se déclenche les lundis, mercredis et vendredis de 14 h à 16 h.

L'injection de biocide non oxydant trois fois par semaine, c'est-à-dire ayant une action en continu sur l'eau du circuit, n'est pas conforme à la prescription.

Le pictogramme de danger "Dangereux pour l'environnement" est apposé sur l'emballage de ce produit. Il n'est pas justifié qu'aucune autre alternative de traitement moins impactant est possible.

<p>Les produits de décomposition du Spectrus NX1164 sont définis à partir de sa matière active : l'isothiazoline.</p> <p>Pour répondre à cette non-conformité, l'exploitant a indiqué, par mail du 26 février 2024, avoir arrêté l'utilisation du biocide non oxydant le 20 février 2024, après réunion avec le prestataire. Des analyses de la concentration en legionella pneumophila sont prévues chaque semaine pendant deux mois, conformément à l'annexe I : 3.7.I.2.b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</p> <p>L'exploitant vérifie 1 fois par semaine le bon amorçage des pompes doseuses, ainsi que le volume de produit présent dans les bacs d'injection. Ces informations sont consignées sur registre papier. Le remplissage des bacs d'injection est réalisé quand le volume de produit présent dans le bac d'injection se situe autour de 25% de sa capacité totale.</p> <p>Lors de l'inspection, étaient présents dans les stocks de produit :            Continuum AT4502 : 2 jerricans de 25 kg non ouverts ;            Spectrus OX909 : 1 jerrican de 25 kg non ouvert (le manuel d'exploitation indique une quantité minimum de 2 jerricans) ;            Spectrus NX1164 : 1 jerrican de 25 kg non ouvert.</p> <p>Seul 1 jerrican de Spectrus OX909 était présent car le bac d'injection venait d'être rempli (97% de sa capacité totale le jour de l'inspection).</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>            L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité d'avoir une réserve suffisante de produit de traitement pour faire face à un éventuel traitement curatif à mettre en place ou des difficultés d'approvisionnement.</p> <p>L'exploitant notifiera, à l'inspection, son choix de stratégie de traitement en fonction de l'analyse du suivi mené pendant les deux mois de surveillance accrue. Il est demandé de transmettre, avec cette notification, l'ensemble des résultats d'analyse en legionella pneumophila et le suivi des indicateurs physico-chimiques de l'eau, relevé pendant cette période, sous 3 mois.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délai :</b> 3 mois</p>
--

#### N° 6 : Nettoyage annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.I.2.c
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> <p><b>Constats :</b>            Le dernier nettoyage annuel a eu lieu en avril 2023 par une société extérieure. Le rapport de fin de</p>



travaux a mis en évidence des traces de corrosion en fond de bassin. L'exploitant a fait des réparations avec une peinture époxy en juin 2023.
Le nettoyage annuel étant programmé, l'exploitant est en mesure de mettre à l'arrêt complet l'installation pendant le nettoyage. Cependant, la mise à l'arrêt ne peut être réalisée rapidement si elle n'est pas programmée (cas du dépassement du seuil des 100 000 UFC/L – cf constat suivant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 7 : Arrêt immédiat de la dispersion d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 3.7.II.1.g
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.</p> <p>Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en legionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/L.</p> <p>Si l'installation est également concernée par " le point 3.7.I.2.c ", les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant possède une procédure de gestion d'une concentration en legionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/L, qui consiste à stopper la ventilation, réaliser un traitement et vidanger, pour nettoyage, la tour.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'est pas en mesure d'arrêter rapidement (sous 4-5 h), le système. En effet, les porcs qui arrivent sur l'installation doivent être abattus dans la journée et conservés au froid.</p> <p>L'exploitant n'a pas sollicité le préfet pour bénéficier de mesures compensatoires. En cas d'une concentration en legionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/L, c'est actuellement la procédure présente dans le manuel d'exploitation qui s'applique.</p> <p>Par mail du 26 février 2024, l'exploitant fait part de deux solutions qui sont à l'étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire une demande de mesures compensatoire</li> <li>- Ou investir dans un équipement capable de prendre le relais de la production de froid</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour information, l'exploitant peut déposer une demande de mesures compensatoires au préfet, en précisant les conditions (sécurité, outil de production) incompatibles avec l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau. Les mesures compensatoires proposées doivent permettre d'éviter la dispersion des légionelles.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de statuer sur la solution retenue et de transmettre à l'inspection le calendrier de mise en œuvre sous 3 mois.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délai :</b> 3 mois</p>

## N° 8 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/06/2021, article 1					
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau					
<b>Prescription contrôlée :</b> - dans le délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 susvisé, reprises ci-après en gras :  <b>Article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011</b> « <b>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</b>					
<i>Origine de la ressource</i>	<i>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau</i>	<i>Code national de la masse d'eau</i>	<i>Prélèvement maximal annuel (m³)</i>	<i>Débit maximal (m³)</i>	
				<i>Horaire</i>	<i>Journalier</i>
Réseau communal de distribution	Service de l'eau de la CUS	-	80000	-	474
»					
<b>Constats :</b> L'eau utilisée provient du réseau d'eau communal par convention avec le service de l'eau. Pour rappel, les constats de la visite du 10 juin 2021 faisaient état d'un volume consommé de 110 160 m³ en 2019. L'exploitant déclare avoir consommé pour les années suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2020 : 99 709 m³</li> <li>• 2021 : 93 219 m³</li> <li>• 2022 : 92 546 m³</li> <li>• 2023 : 90 334 m³</li> </ul> Une baisse des consommations de 20 000m³ est observée entre 2019 et 2023. Cependant, la consommation annuelle de 2023 dépasse encore de 12,9 % le volume maximal autorisé. (80 000m³) Le suivi journalier de la consommation est effectué par un indicateur journalier de la consommation d'eau par porc.  L'exploitant a fourni, par mail du 26 février 2024, les actions mises en œuvre depuis 2019 pour réduire les prélèvements d'eau. Il indique de même les actions prévues pour 2024. Celles mises en œuvre pour le début de l'année permettent une économie de 10m³ par jour.  Trois autres projets qui selon l'exploitant seront réalisés courant 2024 devraient permettre d'atteindre le seuil réglementaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Atelier boyauderie, recyclage de l'eau et optimisation des réglages ; économie prévue de 25 à 30 m³ par jour, soit 6 000m³ par an ;</li> <li>- Echaudoir : Remplissage automatique de la cuve et récupération de l'eau d'échaudage pour le lavage de la porcherie ; économie prévue de 15 à 20 m³ par jour, soit 4 000m³ par an ;</li> <li>- Recyclage de l'eau de lavage des bacs du tunnel de lavage ; économie prévue de 8 à 10m³ d'eau par jour, soit 2 000m³ par an.</li> </ul> La mise en demeure ne peut être levée. Il n'est pas proposé de sanction administrative ou pénale, étant donné que l'inspection a constaté des efforts de réduction avec des actions réalisées ou prévues pour l'année 2024.					
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous 3 mois, un calendrier des travaux prévus pour 2024. Un suivi de la réduction des consommations d'eau à court terme, via l'indicateur de la consommation d'eau journalière par porc, est à mettre en face de chacune des actions afin de quantifier les économies réalisées pour chacune des actions. Cette évaluation sera transmise à l'inspection, sous 3 mois, pour les actions déjà mise en place sur le premier trimestre 2024.					
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites					
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant					
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois					

## N° 9 : Eau d'appoint

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : 5.1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure, totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées mensuellement et le résultat est enregistré et consigné dans le carnet de suivi. [...] L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et exercices de secours, ainsi qu'aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. L'eau d'appoint respecte, au niveau du piquage, les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- legionella pneumophila &lt; seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;</li><li>- matières en suspension &lt; 10 mg/l.</li></ul> La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.  En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'un compteur au niveau de l'eau d'appoint du circuit de refroidissement. L'exploitant réalise une relève hebdomadaire du compteur, consignée au sein d'un registre papier.  La dernière analyse de l'eau d'appoint (avril 2023) présente des résultats inférieurs au seuil de quantification pour la legionella pneumophila et les matières en suspension.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 10 : Transmission des résultats à l'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : Point 3.7.I.3.e
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats d'analyse de concentration en legionella pneumophila sont transmis à l'inspection, dans un délai de 30 jours à compter de la date de prélèvement.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet, via l'outil GIDAF, les résultats des analyses. L'inspection constate que plusieurs déclarations sont transmises plus de 30 jours après le prélèvement : Le prélèvement du 22/05/2023 a été transmis le 07/07/2023. Les prélèvements des 11/09/2023, 09/10/2023, 06/11/2023 et 11/12/2023 ont été transmis le 24/01/2024.  Par mail du 26 février 2024, l'exploitant indique que les saisies seront réalisées dès réception des résultats.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre une note visant à définir le personnel (titulaire et suppléant), désigné pour renseigner l'outil GIDAF dans le délai prévu par la réglementation, notamment lors des congés.  Pour rappel, l'Agence Régionale de Santé (ARS) a accès à ces résultats dans le cadre des enquêtes environnementales et sanitaires, lors de la détection d'un cas de légionellose. Ainsi, il est important de respecter ce délai de 30 jours, afin que l'ARS gagne en efficacité dans ses enquêtes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant